

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE AU JOURNAL "L'ALSACE", PARUE LE JEUDI 22 NOVEMBRE 1984.

22 NOVEMBER 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Le détournement du synchrotron a ébranlé l'Alsace pour deux raisons essentielles : il aggrave la faiblesse de son potentiel scientifique et il est un manquement à la parole donnée. L'Etat n'a-t-il pas conscience des difficultés profondes de l'Alsace confrontée à de puissantes économies étrangères ?

- LE PRÉSIDENT.- Je ne partage pas votre appréciation pessimiste sur "la faiblesse du potentiel scientifique de l'Alsace". Vous savez que le Centre national de la recherche scientifique `CNRS` y a concentré en 1984 40 % de tous ses investissements régionaux. Ce chiffre sera porté à 50 % en 1985 : la rénovation du Centre de calcul de Strasbourg, la création d'un laboratoire de biologie moléculaire des plantes sont deux exemples de projets qui vont conforter l'Alsace comme l'une des grandes régions de la recherche française, particulièrement dans les sciences biologiques, physiques et chimiques.

- Quant au "synchrotron", ce grand équipement international de recherche fondamentale, je puis vous dire que la tâche principale des représentants de la France a été de convaincre leurs partenaires européens de l'implanter en France. Nous y sommes parvenus et j'en suis heureux. Le gouvernement finalement a tranché en faveur de Grenoble qui est à la recherche nucléaire ce que Strasbourg est à la recherche biologique : la deuxième ville de France après Paris. Le reste n'est pas de ma compétence.

QUESTION.- A l'heure de la décentralisation, la désinvolture parisienne à l'égard de contrats signés avec une région peut-elle se perpétuer ? N'y a-t-il pas là le risque de dresser les régions contre l'Etat, même les régions entre elles, et de compromettre à terme l'unité nationale ?

- LE PRÉSIDENT.- La décentralisation, c'est nous qui l'avons faite. Contre l'opposition dont le zèle actuel m'étonne et me ravit. Et peut-on parler de désinvolture alors que, pour la première fois, l'Etat a signé des contrats de plan avec toutes les régions, qu'il y consacra 35 milliards de francs en cinq ans et que le budget 1985, très rigoureux, respecte tous les engagements de dépenses ?

- Le contrat de plan avec l'Alsace - vous l'avez certainement lu - comprend 30 pages d'engagements précis et chiffrés de concours de l'Etat à de grands projets régionaux orientés vers la formation (171 millions de francs apportés par l'Etat sur cinq ans), la recherche (55 millions de francs), le développement économique (230 millions de francs), les actions locales (60 millions de francs). Cela ne s'arrêtera pas là.

QUESTION.- Rien ne semble pouvoir compenser la non-implantation du synchrotron. Comment allez-vous "dédommager" l'Alsace ? Pourquoi avez-vous maintenu votre voyage ?

- LE PRÉSIDENT.- J'ai trop d'estime à l'égard de mes compatriotes alsaciens pour apporter des "compensations", des "dédommagements" à la déception qu'ils ont éprouvée lorsque le gouvernement s'est prononcé en faveur de Grenoble.

- Je répète que les engagements financiers de l'Etat à l'égard de l'Alsace seront respectés et permettront l'indispensable essor technologique, la modernisation industrielle en confortant les points forts de l'Alsace, première région exportatrice en France, si l'on rapporte ses ventes à l'étranger au chiffre de sa population. Si les Alsaciens le souhaitent, une mission interministérielle pour le développement technologique et la modernisation industrielle de l'Alsace sera mise en place. Ce qui constituera une innovation intéressante. J'ai confiance dans l'avenir de l'Alsace et j'y travaille. En 1984, comme en 1944, l'Alsace est et sera au premier rang de la libération de notre pays, hier de l'oppression, aujourd'hui de la bataille économique mondiale.

- QUESTION.- Que ferez-vous si l'opposition gagne les élections de 86 `élections législatives 1986` ?

- LE PRÉSIDENT.- Cette hypothèse est trop gratuite pour qu'elle m'intéresse aujourd'hui.